

ÉDITO

# Une diplomatie réinventée dans un monde en recomposition (1/3)

Paru dans la Revue Internationale et Stratégique (RIS) n°132 de janvier 2024

## Entretien avec Maurice Gourdault-Montagne



Maurice Gourdault-Montagne est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). A Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). A l'issue de sa carrière diplomatique, il intègre le Boston Consulting Group et rejoindra le Groupe Adit et ESL & Network en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

Propos recueillis par Lyna Benaïssa et Marc Verzeroli — Pourrions-nous revenir sur les grandes étapes qui ont jalonné votre carrière diplomatique ?

> **Maurice Gourdault-Montagne** — Ma carrière correspond, sans doute, à un cycle de l'histoire diplomatique qui commence en 1979, qui est l'année où Ronald Reagan est élu président des États-Unis et où Margaret Thatcher est élue Première ministre du Royaume-Uni. Ensemble, ils vont mettre en pratique l'ultralibéralisme qui va bouleverser le monde. Ce sont la financiarisation de l'économie, d'une part, et les masses de liquidités considérables qui vont enrichir la planète, élever les niveaux de vie d'un certain nombre de pays et les seuils de pauvreté, d'autre part. Ces États vont

se trouver dotés d'une classe moyenne, ce dont ils ne disposaient pas auparavant. Les pays émergents sont nés de cet ultralibéralisme — évidemment conjugué à la formation, à une éducation supérieure plus poussée, etc. Ce sont donc, aussi, les prémices de la globalisation. J'ai ainsi vécu cette période d'une globalisation qui passait par la fin des frontières et des droits de douane et par la libre circulation des personnes, des capitaux et des marchandises.

La fin de l'année 1979 est aussi marquée par l'invasion soviétique de l'Afghanistan. L'on croit percevoir alors l'expansion du communisme. Cet événement se conjugue pourtant aux élections de M. Thatcher et, surtout, de R. Reagan, qui va lancer la fameuse « guerre des étoiles », la course aux armements que l'Union soviétique ne sera pas capable de tenir jusqu'au bout, du fait de son incapacité à se réformer, débouchant sur la chute du mur de Berlin et la chute du communisme — j'étais d'ailleurs en poste à Bonn à cette époque.

Cette année 1979 marque également la prise de fonctions de Deng Xiaoping, et le début de la Chine comme grande puissance. Il met fin à la « révolution culturelle » pour faire place à la « réforme et l'ouverture ». Le cycle de Deng Xiaoping est d'ailleurs en train de se refermer avec Xi Jinping. Ainsi, les classes moyennes constituent paradoxalement sans doute le talon d'Achille du système chinois puisqu'elles sont éduquées, voyagent, ont un jugement, une opinion et sont susceptibles, un jour ou l'autre, de remettre en cause l'infailibilité du système de parti unique. D'où le « serrage de vis » idéologique auquel on assiste. L'année 1979 est aussi celle de l'arrivée de l'islam politique à la tête d'un

grand pays, l'Iran, avec un régime vieillissant qui existe toujours, mais dont on voit qu'il a été fortement ébranlé par sa jeunesse. J'ai donc vécu mes quarante années de carrière selon ce qui avait été initié en 1979. Ce seront ainsi les embardées de l'euphorie occidentale selon laquelle la démocratie triomphe sans guerre — c'était la fin du communisme, la chute du mur —, la démocratie que l'on impose à ceux qui ne la veulent pas : c'est la guerre en Irak. Ce sera le capitalisme débridé de l'ultralibéralisme, avec les *subprimes* puis la crise des dettes souveraines. Tout cela je l'ai vécu, selon les différentes positions dans lesquelles je me suis trouvé.

**Comment qualifieriez-vous le basculement du monde actuel, dont la guerre en Ukraine semble n'être qu'un révélateur ?**

La guerre en Ukraine est un accélérateur de tendances déjà bien à l'œuvre. Le basculement pourrait se résumer par la déclaration, désormais bien connue, de Kishore Mahbubani : « la parenthèse de domination occidentale, qui a duré quatre cents ans, est en train de se refermer ». Elle n'est pas fermée : l'Occident existe toujours et il a fortement imprimé la planète de sa marque. Il y a, cela dit, d'autres visions du monde qui sont légitimes et qui se sont réveillées, avec précisément cette évolution qu'a été la montée en puissance des émergents. Ces derniers, qu'ils se situent dans des rêves d'empire ou dans des zones d'influence, constituent les pôles d'un monde multipolaire qui n'est pas encore

organisé et les acteurs de ce que l'on peut considérer comme un chaos. C'est aussi la fin de la « globalisation heureuse », dont on avait estimé qu'elle uniformiserait les comportements. Or, en réalité, l'on a uniformisé les modes de consommation. La période dans laquelle on se situe est une période où l'élargissement de l'espace et la diffusion des connaissances, accessibles à toutes et tous, notamment par Internet, bouleversent les rapports sociaux — des gens qui ne se rencontraient pas se parlent désormais — et les rapports au travail.

Ces bouleversements sont en train de couper la jeunesse — dans un phénomène démographique jamais connu dans cette ampleur, en tout cas ailleurs que dans le monde occidental — de la verticalité des traditions. Les jeunes sont connectés horizontalement, mais ne sont plus connectés aux structures traditionnelles. Nous sommes ainsi dans une phase d'un type tout à fait nouveau, un bouleversement qui amène un monde inconnu dans ses évolutions.

## Dans cette phase, la notion de « Sud global » a-t-elle un sens pour vous ?

Je pense que le terme résume des sujets extrêmement variés. D'abord, le « Sud global » n'est pas toujours au Sud. Il s'agit à la fois de démocraties et de pays illibéraux, parfois d'autocraties, d'un ensemble de pays, grands pour certains, de taille moyenne pour d'autres, etc.

Le « Sud global », ce sont d'abord ceux qui s'émancipent de la domination occidentale, qu'ils ressentent comme leur ayant été imposée. Ce « Sud global » s'émancipe de l'Occident parce qu'il s'émancipe du passé, dans une recherche identitaire très forte qui prend souvent la forme d'un nationalisme ou d'un populisme, mais pas toujours. Il cherche à s'émanciper par un ressentiment constant à l'égard du passé colonial et des doubles standards qui lui sont imposés en permanence par l'Occident, qui lui applique ce qu'il ne s'applique pas. Ce « Sud global », qui est très dispersé, a donc très largement des affinités dans le rejet d'un héritage occidental, même s'il n'y a pas d'unité idéologique dans ce rejet, et se situe dans une recherche de lui-même, parce qu'il ne s'est pas encore trouvé et qu'il demeure par ailleurs très hétérogène.

Il représente tout de même un ensemble dont le seul projet commun est notamment la dédollarisation des échanges, car il ne peut plus admettre que des sanctions soient imposées par « l'Occident » dans les relations économiques entre pays — dès lors que les transactions sont en dollars —, et qu'ils ne supportent pas à cet égard l'extraterritorialité de la justice américaine. Rappelons-nous que 20 pays sont sous sanctions américaines, et souvent de l'Union européenne. Je crois qu'il y a bien là un point commun pour ce « Sud global », parce que ce qui prime pour ces États, c'est leur développement, eu égard à la pression démographique qu'ils subissent, qui constitue le sujet central du développement et de la croissance aujourd'hui. C'est en tout cas ce qui unit les BRICS après leur élargissement de six à onze pays au sommet de Johannesburg, fin août 2023, et ils sont en cela suivis par tous ceux

qui se trouvent dans leurs zones d'influence respectives. Par ailleurs, ces pays du « Sud global » ne supportent plus les principes à géométrie variable appliqués par le monde occidental, qui impose à certains ce qu'il n'impose pas à d'autres. La crise au Moyen-Orient, à la suite de celle de l'Ukraine, a de ce point de vue élargi le fossé entre Occident et « Sud global ». Plus crûment, ces pays du « Sud global » ne comprennent pas que les principes du droit international que l'on exige de la Russie ne soient pas exigés aussi de l'État israélien. Et évidemment, ce ressentiment est instrumentalisé dans des luttes de puissance. N'est-il pas symbolique de voir le président des États-Unis en visite en Israël le jour même où le chef d'État russe assiste à Pékin au sommet des routes de la soie ?

## Les velléités de ces puissances émergentes non occidentales ne traduisent-elles pas, aussi, l'absence d'une véritable alternative politique au niveau international ?

Le monde a été organisé en 1945, comme on le sait, par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, à travers un système qui est celui de l'Organisation des Nations unies (ONU), le Conseil de sécurité à sa tête, avec cinq membres permanents et dix non permanents renouvelés tous les deux ans, et l'Assemblée générale dénuée de tout pouvoir. La question qui se pose aujourd'hui est celle de la mise en cause de la légitimité de la gouvernance mondiale telle qu'elle existe, dans un monde qui n'est plus celui de 1945, où des acteurs voudraient disposer d'un poids qu'ils estiment ne pas encore avoir et qu'on ne leur a pas donné.

Certains pays inventent de nouveaux concepts. La Chine, autour de l'idée d'un « destin d'avenir partagé de l'humanité », développe depuis plusieurs années une alternative au monde tel qu'il est organisé aujourd'hui, à travers des « initiatives globales de développement, de sécurité ou de civilisation ». Son initiative de développement est très proche des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, mais tout de même un peu en décalage, les objectifs de sécurité étant toujours un peu antiaméricains. Elle demeure néanmoins une tentative de développer une alternative « sans alliances ». La Chine met en œuvre ses initiatives notamment par les « nouvelles routes de la soie » auxquelles 70 à 150 pays participent, à un titre ou un autre, via des investissements et des projets, par exemple autour de l'économie verte en ciblant des pays, notamment dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ou encore en Afrique. Pour le moment, cette alternative chinoise reste à l'état d'ébauche, mais rallie tous ceux qui estiment que la gouvernance mondiale est injuste parce qu'elle est selon eux dirigée à l'avantage des Occidentaux. In fine, le sujet qui se pose est celui du droit de veto au Conseil de sécurité, dont les réformes ont jusqu'à présent été bloquées en particulier par tous ceux qui estiment qu'ils devraient en être sans que l'on ait pensé à eux. L'Afrique n'a ainsi pas encore trouvé sa juste place, alors qu'elle s'affirme pourtant de plus en plus. Qui pourrait

la représenter ? Or chacun sait que l'ONU reste la seule organisation où tous les pays du monde ont une voix. Mais avec quel poids ?

Cette gouvernance globale qui a fonctionné jusqu'alors avec l'ONU constitue encore une caisse de résonance utile, parce qu'elle permet — nous l'avons vu avec la guerre en Ukraine — de savoir ce que pensent les pays. Elle n'est cependant pas efficace en matière d'action s'agissant des conflits, puisque le Conseil de sécurité est bloqué, alors qu'au titre de la Charte, il est chargé de la paix ou de la guerre et d'intervenir quelques fois par la coercition, au titre du chapitre 7. Mais l'ONU fonctionne encore, à l'image des conférences des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle est une enceinte où tout le monde parle à tout le monde, où les petits et les grands disposent des mêmes droits. Il est important de maintenir des règles du jeu qui permettent aux forts comme aux faibles d'avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs. En dépit des contestations, il existe encore des enceintes qui restent des succès. Et le droit international qui y est appliqué ou généré doit être la règle du jeu.

Existe-t-il des enceintes, des forums qui soient des alternatives ? Le G20 semble aujourd'hui trouver un certain point d'équilibre puisqu'il regroupe le G7 ainsi qu'une large partie des désormais 11 pays du groupe des BRICS — Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, élargis aux Émirats arabes unis, à l'Arabie saoudite, à l'Argentine, à l'Égypte, mais ni à l'Iran ni à l'Éthiopie. La déclaration du sommet du G20 de New Delhi, en septembre 2023, invoque d'ailleurs d'abord des principes des Nations unies. Même si elle ne fait pas précisément référence à l'Ukraine, elle invoque la non-prise de territoires, la non-utilisation de l'arme nucléaire, etc. Elle évoque le climat, fait référence à la COP et reprend un certain nombre de principes admis par tous. Le G20 semble ainsi un forum, qui n'a certes pas de valeur institutionnelle, au sein duquel des pays extrêmement différents, souvent en position hostile, ou en opposition tout simplement, peuvent se retrouver pour se mettre d'accord sur des compromis et donner des impulsions aux institutions existantes. Mais cela ne règle pas le problème de la gouvernance des Nations unies au sein du Conseil de sécurité ●

REGARD D'EXPERT

# Le conflit au Moyen Orient reste sous contrôle, en dépit de débordements possibles

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

D'abord au sein-même du commandement israélien. En effet les responsables à Tel Aviv sont divisés sur la question. Il y a ceux qui veulent à tout prix en découdre avec le Hezbollah sans plus tenir compte des risques et des pertes que cela pourrait engendrer pour les Israéliens ; et ceux qui sont conscients qu'un conflit général avec le Hezbollah pourrait coûter cher à l'armée israélienne.

Ce second camp – qui a l'appui de Washington – est en train de grandir et les critiques envers la première option sont désormais formulées clairement.

Ensuite, il faut regarder le tableau plus large, à l'échelle de la région et du monde. En réalité le conflit qui a commencé à Gaza a pris une telle ampleur qu'il est en passe de redéfinir les rôles et les poids des différents acteurs dans l'ensemble du Moyen Orient. Après plus de cent jours de combats à Gaza et dans la région, il ne s'agit plus d'une guerre à laquelle on pourrait mettre fin par un accord de cessez-le-feu.

De l'avis des Israéliens eux-mêmes, ils mènent à Gaza une guerre existentielle en réponse au traumatisme du 7 octobre, et elle ne peut donc

Avec les développements inquiétants des derniers jours, tant en mer rouge qu'en Irak et en Syrie – qui impliquent directement les Américains et les Iraniens – la question qui préoccupe la diplomatie internationale est de savoir si la confrontation qui se déroule entre Israël et le Hezbollah à la frontière sud du Liban va s'étendre ou non. De nombreux analystes prédisent des jours difficiles et la vague d'inquiétude est en train de gagner du terrain.

Toutefois, pour ceux qui suivent attentivement le déroulement des opérations, il est clair que malgré quelques débordements, le conflit reste sous contrôle. En effet, les Israéliens ont violé les règles d'engagement en vigueur depuis 2006 en frappant le cœur de la banlieue sud de Beyrouth ainsi que des zones en dehors du fleuve Litani ; et le Hezbollah a riposté en dépassant à son tour les limites habituelles, frappant en Israël d'abord la base de contrôle aérien de Meron puis le commandement nord à Safed, à une quinzaine de kilomètres de la frontière avec le Liban.

Depuis, la confrontation paraît être revenue à ses limites précédentes... jusqu'au prochain débordement. Mais il semble qu'il y ait une volonté générale de ne pas laisser le front avec le Liban s'élargir.



s'arrêter que par une victoire qui effacerait les images de ce « jour terrible ». Depuis l'éclatement du conflit, les Israéliens paraissent en effet moins « invincibles » et ayant besoin d'un appui significatif des Etats-Unis pour faire face à leurs adversaires. Tous les clichés sur les guerres israélo-arabes, qui jusqu'à ce dernier conflit étaient rapides, sont tombés et les Israéliens veulent les rétablir à n'importe quel prix, même si le conflit doit durer des mois. C'est en tout cas ce que disent les responsables à Tel Aviv qui annoncent que 2024 sera une année de guerre.

Du côté américain, le délai accordé aux Israéliens qui devait expirer en janvier aurait été prolongé jusqu'au printemps, mais sans garantie d'être respecté. L'administration Biden est en réalité convaincue que le terrain a montré que les Israéliens ne peuvent pas parvenir à leur objectif proclamé d'éradication totale du Hezbollah, surtout si le front du Liban s'ouvre en grand. Il faudrait donc faire en sorte qu'ils ne perdent pas politiquement et que les différents protagonistes puissent participer à une conférence élargie similaire à celle de Madrid en 1991 pour redéfinir les rôles et les poids de chacun dans la région. Rappelons que dans le cadre de cette conférence, les Israéliens et les Palestiniens étaient assis à la même table de négociation, et le processus avait abouti aux accords d'Oslo en 1993-1994.

Aujourd'hui, au plus fort de la bataille qui se déroule depuis plus de cent jours à Gaza, aucun des protagonistes ne paraît avoir une vision claire pour le « jour d'après », et c'est pourquoi la seule issue raisonnable serait d'organiser une conférence internationale qui réunirait cette fois les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi les Américains, les Egyptiens, les Jordaniens, les Iraniens, les Européens et les pays du Golfe.

Ce qui prolonge la guerre actuelle, c'est justement la place que chacun veut avoir dans une telle conférence. Les Israéliens voudraient éliminer le Hamas ; mais ce mouvement s'est taillé une place en tant que l'un des représentants des Palestiniens. De leur côté, les Iraniens veulent augmenter leur rôle en s'imposant – par l'action de leurs proxies dans la région – comme un interlocuteur incontournable face aux Américains. Or, si les combats s'arrêtent à l'heure actuelle, l'Iran craint de ne pas avoir la place espérée en tant que leader de l'axe de la résistance.

Pour toutes ces raisons, les combats semblent appelés à se poursuivre dans la région, et ils constituent d'une certaine façon des messages violents que s'envoient les différents protagonistes. Mais dans ce contexte, cela implique qu'il n'y ait pas de grand vainqueur et de grand vaincu, car trop d'intérêts sont en jeu pour prendre le risque de laisser les choses échapper à tout contrôle. Il faut donc espérer que des débordements n'entraînent pas un dérapage que jusqu'à présent les protagonistes ont réussi à éviter ●

## REGARD D'EXPERTE

# « Squeezie : Merci internet » : le portrait de toute une génération

Par Rachel Sellem



À la suite de ses études de communication, Rachel s'est spécialisée dans le marketing et la communication digitale en intégrant le MBA Digital Marketing & Business à l'EFAP. Après une expérience de Cheffe

de Projet Digital Junior chez Canal +, Rachel occupe le poste de Community Manager au sein de la startup Klaxoon. Elle intègre Antidox en 2023 en tant que Consultante pour accompagner ses clients sur leurs enjeux de communication social media, d'e-influence et de sponsoring.

sa chaîne principale cumule plus de 10 milliards de vues et comptabilise 18,7 millions d'abonnés, conquis grâce à 1 600 vidéos postées depuis sa création en 2011.



Le 19 janvier dernier est sortie la série documentaire « Squeezie : Merci Internet » qui retrace l'ascension du youtubeur n°1 en France, Squeezie. Ainsi que celle de la première génération de youtubeurs français. Cette série en 5 épisodes met en lumière l'impact de ces nouveaux médias dans la création d'un lien unique avec le public, un phénomène que les médias traditionnels et les autres générations peinent parfois à comprendre.

### #1 Une série documentaire sur une ascension fulgurante

Squeezie, de son vrai nom Lucas Hauchard, incarne le visage moderne de la création de contenu sur internet en France. Débutant avec des vidéos gaming, il a évolué vers un contenu plus varié, digne de grand divertissement. Il a connu une croissance fulgurante, en parallèle avec l'essor de YouTube. Ce vidéaste a réussi à transcender les frontières de l'écran pour devenir une véritable icône culturelle. Aujourd'hui,

Au-delà du divertissement, le youtubeur illustre son impact sur l'écosystème numérique avec la création de son agence Bump et l'organisation d'événements d'envergure comme le GP Explorer. Il s'agit d'une compétition de F4 au circuit du Mans entre youtubeurs et streamers qui a enregistré un record d'audience sur Twitch avec un pic à plus de 1,3 million de personnes, et un million de personnes lors de la première édition.





Il a réussi à transformer son concept en véritable outil promotionnel, comparable aux émissions télévisées traditionnelles. La vidéo avec les invités Eric et Ramzy a même battu des records, devenant la vidéo la plus regardée en France sur YouTube en 2023 avec 26 millions de vues.



À travers ce documentaire, le numéro 1 de YouTube cherche également à expliquer aux autres générations le travail et l'engagement nécessaires derrière cette nouvelle profession. Parfois incomprise, Squeezie cherche alors à faire comprendre les dessous de YouTube et à ouvrir ce monde à toutes les générations. L'objectif étant de faire basculer l'influence et l'impact de la télévision vers le digital.

Dans une publication postée sur X pour annoncer la sortie de la série documentaire, il souligne que « pour nous c'est à la fois un bel hommage à notre génération, mais aussi un contenu qui va aider nos parents et grands-parents à mieux nous comprendre. »

Cette série documentaire inédite soulève des questions quant au défi majeur que traverse actuellement le paysage médiatique, interrogeant ainsi

son impact sur toutes les générations. **Comment les médias traditionnels peuvent-ils s'adapter et collaborer avec la nouvelle génération de créateurs de contenu numérique ? Comment convaincre les autres générations, ancrées dans les communications et les médias plus traditionnels, de s'ouvrir à ces nouveaux médias ? ●**

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.